

**TOUJOURS FOUS DE NOS ENFANTS?  
La tournée de l'Association québécoise des CPE  
de passage en Estrie pour mobiliser les parents**

**Sherbrooke, jeudi 23 octobre 2014** — Inquiète de l'avenir de la politique familiale, l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCE) a réuni une coalition de partenaires pour sensibiliser la population aux menaces qui guettent les fondements de la politique familiale. L'incertitude actuelle menace sérieusement les services éducatifs et de garde à l'enfance dispensés dans tous les centres de la petite enfance (CPE) et en milieu familial au Québec.

De passage à Sherbrooke, dans le cadre de sa tournée nationale de mobilisation, l'AQCE souligne que les effets des coupes sont bien réels. « D'importants projets, comprenant notamment la création de places en service de garde destinées à des enfants présentant d'importants problèmes de santé sont reportés », déplore Louis Sénécal, président-directeur général de l'AQCE. C'est le cas au CPE Fleurimont de Sherbrooke, où la création d'un centre de 80 places, comprenant une aile médicalisée, ainsi que l'ajout de 10 places pour les poupons en milieu défavorisé, devront attendre.

« Le centre de 80 places ne verra pas le jour avant 2018-2019, explique le directeur général du CPE Fleurimont, David Bélanger. Ce projet unique au Québec, sur lequel nous travaillons depuis 6 ans, prévoit l'accueil de 8 enfants présentant des handicaps lourds. » Le report prive des enfants marginalisés par leur problème de santé d'un service leur permettant de socialiser et de s'épanouir dans un milieu de garde adapté à leurs besoins.

« C'est un projet pour lequel nous avons de nombreux partenaires issus du milieu, dont les pédiatres du CHU de Sherbrooke. Nous avons également des partenaires financiers qui nous appuient dans nos démarches, comme Desjardins et la Fondation Vitae du Centre de santé et de services sociaux – Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke (CSSS-IUGS). Nous craignons sérieusement que nos partenaires ne puissent nous attendre pendant toutes ces années et que le projet ne voie jamais le jour », ajoute M. Bélanger.

**L'AQCE inquiète**

Depuis l'arrivée au pouvoir des Libéraux, on assiste à une attaque en règle du réseau des CPE. « Au lieu de défendre et de promouvoir la politique familiale du Québec et de rassurer les familles, la ministre travaille derrière des portes closes. Elle affirme sans ménagement que les représentants du réseau des services de garde ont raison d'être inquiets et que son gouvernement s'apprête à ébranler les piliers du temple », précise M. Sénécal.

« Il ne semble pas y avoir d'ouverture au dialogue de la part de la ministre de la Famille, qui refuse de partager les réelles intentions de son gouvernement », affirme la présidente du conseil d'administration de l'AQCE, Gina Gasparrini. « Nous avons tendu la main à la ministre à plusieurs reprises et force est de constater que le gouvernement n'entend pas consulter son principal partenaire en matière de petite enfance. Son refus de divulguer ses objectifs et de rassurer les familles nous laisse envisager les pires scénarios », conclut-elle.

**Choisir entre un enfant ou deux salaires**

En annonçant sa volonté d'ébranler les piliers du temple, le gouvernement s'attaque directement aux principes fondateurs du réseau des CPE que sont l'accessibilité, l'universalité et la qualité. « Les intentions du gouvernement de moduler la contribution parentale selon le revenu familial sont bien réelles. Les familles

de la classe moyenne sont les plus nombreuses à fréquenter les services de garde et toute intention gouvernementale de les faire participer à la lutte au déficit ne pourra se faire autrement que par une augmentation drastique de cette contribution, laquelle ne sera plus réduite. Cette augmentation pourrait forcer les familles de la classe moyenne à choisir entre avoir un enfant ou préserver deux salaires », a ajouté M. Senécal.

### **Retombées socio-économiques**

Enfin, l'AQCPE tient à corriger la croyance erronée selon laquelle les services de garde coûtent trop cher et que le Québec n'a pas les moyens de se payer un tel programme. Les retombées socio-économiques des CPE jouent un rôle dans la prospérité de l'économie québécoise. Les CPE ont contribué à la hausse de 5,1 MM \$ du PIB grâce à la présence de 70 000 femmes sur le marché du travail. De plus, pour chaque dollar investi, les retombées pour le gouvernement sont d'au moins 1,50 \$ selon les chercheurs Pierre Fortin, Luc Godbout et Suzie St-Cerny. Ils conviennent que les CPE sont non seulement rentables, mais qu'ils rapportent plus que ce qu'ils coûtent à l'État.

### **Tournée et mobilisation pour les rassemblements du 9 novembre**

Afin de mobiliser la population du Québec, l'AQCPE lance une tournée qui culminera en l'organisation d'un grand rassemblement, le 9 novembre prochain, partout en province. Les parents et les citoyens préoccupés par l'avenir de la politique familiale du Québec y sont conviés. Les détails entourant le rassemblement en Estrie seront communiqués au cours des prochains jours sur le site [toujoursfousdenosenfants.com](http://toujoursfousdenosenfants.com).

D'ici-là, si la population souhaite appuyer le mouvement initié par l'AQCPE, nous l'invitons à :

1. Signer la pétition en ligne sur le site de l'Assemblée nationale : <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-4833/index.html>;
2. Porter un morceau de casse-tête à la boutonnière et changer sa photo de profil sur ses réseaux sociaux;
3. Visiter le site [toujoursfousdenosenfants.com](http://toujoursfousdenosenfants.com) pour tous les détails concernant la tournée;
4. Être présente lors du rassemblement de sa région le dimanche 9 novembre prochain.

### **À propos de la coalition de partenaires membres du Mouvement pour la sauvegarde de la politique familiale québécoise**

Plusieurs organisations préoccupées par l'avenir de la politique familiale ont accepté de se joindre à l'initiative de l'AQCPE pour sensibiliser et mobiliser la population. Sont membres du mouvement : la Fédération étudiante universitaire du Québec (**FEUQ**); la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (**FTQ**); la Centrale des syndicats du Québec (**CSQ**); la Confédération des syndicats nationaux (**CSN**); la **Fédération québécoise des organismes communautaires famille**; **Québec solidaire**; les **membres de l'AQCPE**; l'**Association des cadres des CPE**; l'**Association des services de garde en milieu scolaire**; l'**Association des haltes-garderies communautaires du Québec**; le **Parti Québécois** et le **Regroupement pour la valorisation de la paternité**.

Diverses personnalités ont également manifesté leur appui au mouvement en signant une [lettre ouverte](#) : **Marie-Pier Arthur**, auteure-compositrice-interprète; **Camil Bouchard**, psychologue communautaire; **Louis-Jean Cormier**, auteur-compositeur-interprète; **Pierre Fortin**, professeur d'économie et chroniqueur; **Louise Harel**, membre de l'Assemblée nationale 1981-2008; **Stéphanie Lapointe**, chanteuse et comédienne; **Elsie Lefebvre**, conseillère municipale à Montréal et ex-députée de Laurier-Dorion; **Myriam Nadeau**, mère et politicienne; **Sophie Villeneuve**, vice-présidente du conseil d'administration de Femmes en affaires de la Capitale nationale et vice-présidente de Catapulte communication et **Isabelle Vincent**, comédienne.

### **À propos de l'AQCPE**

L'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCE) est un réseau d'entreprises d'économie sociale représentant les intérêts de la très grande majorité des centres de la petite enfance et bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial, partout au Québec. L'AQCE est reconnue auprès de ses nombreux partenaires comme un acteur de premier plan en petite enfance et sa mission est d'exercer un leadership national sur l'ensemble des enjeux liés aux services éducatifs et de garde à l'enfance.

– 30 –

### **Source et information :**

Myriam Crevier  
Directrice, Relations publiques et partenariat  
AQCE  
(514) 966-1891